**Recalibrage du ruisseau des Aygalades
entre le boulevard de Briançon et le GPMM**

Marché n°07/132

PROTOCOLE TRANSACTIONNEL

ENTRE

La **COMMUNAUTE URBAINE MARSEILLE PROVENCE METROPOLE**, représentée par son Président Monsieur Guy TEISSIER dûment habilité par délibération du Bureau de Communauté n°

en date du 23 octobre 2015, et désigné dans ce qui suit par l'abréviation « **MPM** ».

D'une part,

ET

Le Groupement **INGEROP CONSEIL et INGENIERIE SAS /SOCIETE DES EAUX DE MARSEILLE (SEM)** représenté par **INGEROP CONSEIL et INGENIERIE SAS**, mandataire, indiquant avoir tout pouvoir de son mandant à l'effet de conclure le présent accord transactionnel,

représenté pour les présentes par Monsieur Olivier POULET, Directeur Régional, désigné dans ce qui suit par « **INGEROP** »

D'autre part

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUI

PREAMBULE

La maîtrise d'œuvre de l'opération de recalibrage du ruisseau des Aygalades, à Marseille, a été confiée au groupement INGEROP (mandataire) et SEM (cotraitant).

Le marché n°07/132 a été notifié le 31 août 2007 sur la base d'un taux de rémunération prévisionnel de 3,52 % HT.

L'évolution économique du marché de maîtrise d'œuvre est la suivante :

OBJET	date	Montant (euros HT)	Pourcentage cumulé
Marché initial	-	778 037,50	-
Avenant 1	Intégration d'une MOE SNCF	+ 43 000,00	5,53 %
Avenant 2	Modification du programme et fixation du forfait définitif de rémunération	+ 60 244,15	13,27 %
Avenant 3	+ 6 mois DET, VISA et OPC	+ 116 129,66	28,19 %
Avenant 4	+ 8 mois DET et OPC	+ 117 117,50	43,24 %

Le montant du marché de maîtrise d'œuvre a donc été porté en cours d'exécution à 1 114 528,81 € HT.

La réception du chantier a été prononcée avec réserves en date du 19 mai 2014. La levée de toutes les réserves a été notifiée à l'entreprise par courrier du 9 janvier 2015.

Par courrier du 11 juin 2014 reçu en recommandé le 18 juin 2014, le mandataire INGEROP a déposé une demande de rémunération complémentaire.

La réclamation déposée par INGEROP d'un montant total de 296 390 euros HT (+ 38,09 % du montant du marché initial, soit + 81,33 % cumulé avec les avenants n°1 et n°4) est fondée sur six motifs :

- Sur-mobilisation des équipes de maîtrise d'œuvre : **92 640 € HT**
- Mobilisation de l'équipe travaux de 5 mois supplémentaires : **82 700 € HT**
- Indemnisation pour les travaux en zone SNCF : **62 910 € HT**
- Aléas géotechniques : **9 900 € HT**
- Traitement des alertes SERAM : **40 200 € HT**
- Gestion des interfaces avec l'exploitation du Docks des Sud et la tour CMA CGM : **8 040 € HT**

Soit un total de : **296 390 € HT**

MPM n'a pas donné suite à cette réclamation, la considérant non fondée.

Par courrier du 27 mars 2015, INGEROP a saisi le Comité Consultatif de Règlement Amiable des Litiges qui à ce jour n'a rendu aucune décision.

Le 15 avril 2015, INGEROP a adressé son projet de décompte final intégrant le montant de la réclamation précitée.

Le 19 mai 2015 INGEROP a adressé le décompte final intégrant les révisions de prix à l'issue de l'année de parfait achèvement, soit un montant total TTC de 415 657,23 €.

Ce décompte a fait l'objet d'un rejet tacite de MPM, qui conteste la demande d'INGEROP.

Par ailleurs MPM considère que le maître d'ouvrage est en droit d'appliquer les pénalités prévues par l'article 15 du CCAP.

En effet, le montant constaté déterminé par le maître d'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base Mo travaux, des travaux réellement exécutés dans le cadre des contrats, marchés et avenants, intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révision de prix, d'après les décomptes généraux et définitifs des entreprises. Or, après avenants successifs, le montant constaté ressort à 22 934 757,92 € HT

L'article 15 du CCAP stipule que si le montant constaté est supérieur au seuil de tolérance (2 %), le maître d'œuvre supporte une pénalité égale à la différence entre le montant constaté et le seuil de tolérance multiplié par deux fois le taux rémunération de la maîtrise d'œuvre.

Le seuil de tolérance ressort à 19 237 131,76 € HT.

Cependant l'article 15 du CCAP précise que la pénalité ne pourra excéder 15 % du montant de la rémunération des éléments postérieurs à l'attribution des marchés de travaux. Sur la base de ces dispositions, la pénalité calculée par MPM ressort à 90 101,53 euros HT.

Le Tribunal Administratif a été saisi du litige opposant INGEROP et MPM, à l'initiative d' INGEROP, par requête en date du 18 septembre 2015.

Dans ce contexte, MPM et INGEROP se sont rapprochées pour mettre fin au différend dont le Tribunal a été saisi et trouver une solution amiable dans le cadre d'une transaction.

CECI ETANT EXPOSE IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 OBJET

Le présent protocole transactionnel a pour objet de déterminer les conditions et modalités suivant lesquelles les parties entendent mettre fin au litige les opposant et au recours intenté par INGEROP devant le Tribunal administratif de Marseille sous le numéro 1507409-3 relatif au règlement du marché de maîtrise d'œuvre du recalibrage du ruisseau des Aygalades à Marseille, notifié le 31 août 2007.

ARTICLE 2 CONCESSIONS RECIPROQUES ET ETENDUE DE L'ACCORD

2.1 Concessions consenties par INGEROP

INGEROP renonce à sa demande d'indemnisation portant sur les six postes énoncés en préambule pour un montant total de 296 390 € HT.

INGEROP consent à se désister purement et simplement d'instance et d'action devant le tribunal administratif, sans restriction ni réserve. INGEROP conservera la charge des frais et dépens engagés.

INGEROP consent également à se désister du recours en conciliation déposé devant le Comité Consultatif de règlement amiable des litiges.

2.2 Concessions consenties par MPM

INGEROP fait valoir que l'évolution des coûts du marché de travaux a été entérinée par avenants, à savoir :

2.2.1 Soutènements provisoires

Le dispositif de soutènement prévu par le marché pour l'ouvrage principal a été modifié suite aux investigations réalisées en début de chantier. Ces investigations ont montré l'absence de fondations pour certains bâtiments situés à proximité immédiate de la zone des travaux. Ce fait nouveau et imprévisible a conduit à la création des prix nouveaux 30, 31 et 32, notifiés par l'OS n°3 et par l'avenant n°2.

Montant de la plus-value (prix nouveaux) :	+ 2 963 k€ HT
Montant de la moins-value (série de prix C « soutènements/fondations)	- 2 403 k€ HT
Total plus-value	+ 560 k€ HT

2.2.2 Batardeau aval

Le batardeau aval permettant l'isolement de l'ouvrage principal de la darse du GPMM devait être posé selon le marché à l'extrémité de l'ouvrage, en bord de quai. A la demande du GPMM, et pour répondre à des considérations de sécurité (possibilité de choc à l'accostage d'un bateau), l'ouvrage d'isolement a été déplacé de quelques mètres en retrait du quai. Les conséquences de ce déplacement ont donné lieu à la création des prix nouveaux 33, 34, 35 et 36 notifiés par l'OS n°3 et par l'avenant n°2.

Montant de la plus-value (prix nouveaux) :	+ 435 k€ HT
Montant de la moins-value (série de prix C « soutènements/fondations)	- 388 k€ HT
Total plus-value	+ 47 k€ HT

2.2.3 Aménagement des trémies hydrauliques

A la demande de l'EPAEM, un aménagement architectural des trémies hydrauliques de l'ouvrage principal, non prévu au marché, a été mis en œuvre. Ces prestations ont fait l'objet des prix nouveaux 2, 3, 4, 5, 6, 74 et 75 notifiés par les OS n°3 et n°12 et par les avenants n°2 et n°4.

Total plus-value	+ 939 k€ HT
------------------	-------------

2.2.4 Travaux supplémentaires GPMM

A la demande du GPMM, des prestations non prévues par le marché ont dû être réalisées (reprise d'un bollard et des voies ferrées). Ces prestations ont fait l'objet des prix nouveaux 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13 et 14 notifiés par l'OS n°3 et par l'avenant n°2.

Total plus-value + 124 k€ HT

2.2.5 Dévoisement des réseaux

Des travaux de dévoiement de réseaux existants, permettant la réalisation du projet, ont dû être pris en charge par le chantier, en lieu et place des concessionnaires, essentiellement pour les réseaux d'eau potable. Par ailleurs, des travaux réalisés en propre par les concessionnaires ont été à l'origine de difficultés impliquant une augmentation du montant des travaux. Ces prestations ont fait l'objet des prix nouveaux 15 à 29 et 50, 51, 76, 87 et 89 notifiés par les OS n°3, n°12 et n°14 et par les avenants n°2 et n°3.

Total plus-value + 185 k€ HT

2.2.6 Prolongation du délai d'exécution

Les prolongations de délai accordées à l'entreprise ont été assorties d'une incidence financière. Celle-ci a donné lieu à une indemnité notifiée par l'avenant n°3. Il est à noter que cette indemnité financière visait à compenser les charges fixes de l'entreprise (installations de chantier, encadrement...).

Total plus-value + 712 k€ HT

2.2.7 Conséquences des alertes météorologiques

Les arrêts de chantier et conséquences des intempéries ont donné lieu au versement d'une indemnité à l'entreprise notifiée par l'avenant n°3.

Total plus-value + 266 k€ HT

2.2.8 Collecteurs secondaires

Les modifications apportées au projet des collecteurs secondaires pour faciliter la circulation aux abords des zones de chantier (demandes de la ville de Marseille) ou pour pallier à la vétusté des ouvrages existants ont conduit à la création des prix nouveaux n°37 à 40, 86 et 88, notifiés par les OS n°5, 7 et 14, par l'avenant n°3.

Montant de la plus-value (prix nouveaux) : + 478 k€ HT

Montant de la moins-value - 255 k€ HT

Total plus-value + 223 k€ HT

2.2.9 Travaux en zone SNCF

Malgré une conception longue et délicate tout au long de laquelle la SNCF et la Région ont été associés, le contexte lié aux travaux à réaliser en propre par la SNCF a conduit à bouleverser le programme de travaux. Ce changement de programme a été à l'origine de la création des prix nouveaux n°41 à 47, notifiés par l'OS n°8 et par l'avenant n°3.

Total plus-value + 671 k€ HT

2.2.10 Evacuation des terres polluées

A l'exécution des terrassements, les déblais se sont révélés pollués nécessitant une évacuation des terres en décharge spécialisée. Ce fait nouveau et imprévisible a conduit à la création du prix nouveaux n°48 notifié par l'avenant n°3.

Total plus-value + 154 k€ HT

2.2.11 Mise en sécurité des accès aux bâtiments d'habitation

La position réelle de l'ouvrage existant, plus proche des façades des immeubles d'habitation (environ 60 cm) a nécessité la mise en œuvre de dispositifs de sécurité conséquents (accès des occupants, accès des pompiers). Ces prestations sont à l'origine des prix nouveaux n°49 et 82 à 85, notifiés par l'OS n°12 et par les avenants n°3 et n°4.

Total plus-value + 70 k€ HT

2.2.12 Désamiantage du bâtiment à démolir

Le marché prévoyait la démolition d'un bâtiment implanté sur la parcelle cadastrée 36. Le désamiantage du bâtiment n'était cependant pas compris dans la prestation. Les prix nouveaux n°52 et 81 ont donc été notifiés par l'OS n°12 et par les avenants n°3 et n°4.

Total plus-value + 13 k€ HT

2.2.13 Démolition du bâtiment entrée SOGARIS

Le bâtiment situé à l'entrée de la plateforme logistique SOGARIS qui ne figurait pas sur les plans a dû être démoli. Ce fait nouveau est à l'origine du prix nouveau n°53 notifié par l'avenant n°3.

Total plus-value + 34 k€ HT

2.2.14 Travaux de voirie

En cours de travaux, le maître d'œuvre a saisi les opportunités d'adaptation de la voirie qui conduisent à une moins-value. Ces adaptations ont nécessité l'établissement des prix nouveaux n°54 à 57, 65, 66 et 69 notifiés par l'OS n°12 et les avenants n°3 et n°4.

Montant de la plus-value (prix nouveaux) : + 159 k€ HT

Montant de la moins-value - 453 k€ HT

Total moins-value - 294 k€ HT

2.2.15 Fondations de l'ouvrage principal

De même concernant les adaptations du projet de fondation de l'ouvrage, le maître d'œuvre a saisi l'opportunité de modifications de fondation qui conduisent à une moins-value. Ces adaptations ont nécessité l'établissement des prix nouveaux n°59 à 64 notifiés par l'avenant n°3.

Montant de la plus-value (prix nouveaux) : + 621 k€ HT

Montant de la moins-value - 1 163 k€ HT

Total moins-value - 542 k€ HT

2.2.16 Travaux supplémentaires aux abords de la Tour CMA CGM

A la demande de CMA CGM des prestations non prévues au marché ont été mises en œuvre. Ces prestations font l'objet du prix nouveau n°68, notifié par l'avenant n°3.

Total plus-value + 35 k€ HT

2.2.17 Eclairage public

A la demande du service de l'éclairage public relevant de la Ville de Marseille des prestations non prévues au marché ont été mises en œuvre. Ces prestations font l'objet des prix nouveaux n°70 à n°73, notifiés par l'OS n°12 et par l'avenant n°4.

Total plus-value + 41 k€ HT

2.2.18 Espaces verts

A la demande du service des espaces verts relevant de la Ville de Marseille des prestations non prévues au marché ont été mises en œuvre. Ces prestations font l'objet des prix nouveaux n°77 à n°80, notifiés par l'OS n°12 et par l'avenant n°4.

Total plus-value + 27 k€ HT

2.2.19 Prix généraux

La série de prix A « prix généraux » a fait l'objet en fin de chantier d'une moins-value.

Total moins-value - 389 k€ HT

2.2.20 Terrassements

La série de prix B « terrassements et démolition » a fait l'objet en fin de chantier d'une plus-value.

Total plus-value + 1 129 k€ HT

2.2.21 Génie civil et étanchéité

La série de prix DEF « ouvrages génie civil » a fait l'objet en fin de chantier d'une plus-value.

Total plus-value 97 k€ HT

Sur la base des considérations qui précèdent, MPM renonce à l'application de la pénalité pour dépassement du coût des travaux d'un montant de 90 101,53 euros HT.

EN CONSEQUENCE DE QUOI :

Le marché sera soldé moyennant :

- la restitution des retenues de garantie
- le règlement de la somme de 50 018.39 € HT soit 59 989.23 € TTC,

ARTICLE 3 EFFETS DE LA TRANSACTION

Le présent protocole transactionnel est conclu par référence aux articles 2044 et suivants du Code civil, et en application de l'article 2052 du même Code, il a autorité de chose jugée en dernier ressort et ne pourra être attaqué ni pour cause d'erreur de droit, ni pour cause de lésion.

Dès lors, les parties signataires renoncent à toute instance, action contentieuse ou en conciliation, présente et à venir, de quelque nature que ce soit en rapport avec le litige auquel il est mis fin dans le cadre du présent protocole.

ARTICLE 4 LITIGES

Toute contestation ou difficulté d'exécution liée au présent protocole sera portée devant le tribunal administratif de Marseille.

Fait à Marseille en trois exemplaires originaux, le

Pour INGEROP

**Pour la Communauté Urbaine
Marseille Provence Métropole
Le Président**

Olivier POULET

Guy TEISSIER